

Clémence DELFAUX
9113314

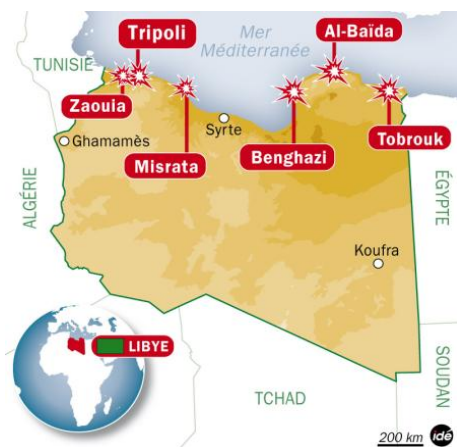


La Libye, le chaos après la guerre

Source : El Pais Internacional, le 12 octobre 2013

MAITE RICO

Geolinks : Traduction



La Libye, le chaos après la guerre

Source : El Pais Internacional, le 12 octobre 2013
MAITE RICO

Présentation du journal El Pais :

El Pais, fondé en 1976 par José Ortega Spottorno, six mois après la mort de Franco, appartient au plus important groupe de médias espagnol, Prisa, qui est également propriétaire de Cadena SER (station de radio), Cinco Días (presse économique), As (presse sportive), Los 40 Principales, Prisa TV (télévision payante), Localia (réseau de télévisions locales), Digital+, Santillana et Alfaguara (maisons d'édition).

El Pais, après la mort de Franco, devient rapidement le premier journal à vocation clairement démocrate dans un contexte où le reste des journaux espagnols provenaient de la période du franquisme. Il se prononce d'ailleurs en faveur de la Constitution lors de la tentative de coup d'État du 23 Février 1981 avant même que le Roi ne le fasse. L'arrivée au pouvoir de Felipe Gonzalez, membre du PSOE (le Parti Socialiste espagnol) permettra au quotidien progressiste de consolider son lectorat. Sous le gouvernement Zapatero, El País se montre plus critique à l'égard des socialistes, ce qui incitera à la création d'une presse située politiquement plus à gauche : Público dont la parution papier s'est d'ailleurs arrêtée début 2012.

D'une manière générale, El País suit une ligne éditoriale de centre-gauche et est considéré comme proche des socialistes.

Présentation de l'article : La Libye, le chaos après la guerre :

Cet article a été écrit le 12 octobre 2013, soit environ deux ans après la mort de Mouammar Kadhafi, le plus ancien dirigeant du monde arabe en fonction, à la tête de la Libye depuis le 1^{er} septembre 1969 soit après de 42 ans de règne (tué le 20 octobre 2011 dans la région de Syrte). Il a été écrit par Maite Rico et a été publié par le journal espagnol El Pais.

Maite Rico, géographe et journaliste de profession, a couvert, pour El Pais, de nombreux conflits considérés comme les plus importants de ces deux dernières décennies (Bosnie, Somalie, Libye) et a été correspondante au Mexique et en Amérique Centrale. Elle est par ailleurs coauteur de deux livres : « Marcos, la genial impostura » concernant la révolte zapatiste et « ¿ Quién mató al obispo ? » concernant l'assassinat de Juan Gerardi, défenseur des droits de l'Homme au Guatemala.



Pour comprendre cet article, il convient de resituer le contexte : la guerre civile libyenne ou révolution libyenne est un conflit armé issu d'un mouvement de contestation populaire, assorti de revendications sociales et politiques, qui s'est déroulé entre le 15 février 2011 et le 23 octobre 2011 en Libye. Il s'inscrit dans un contexte de protestations dans les pays arabes. Les libyens réclamaient ainsi plus de libertés et de démocratie, un meilleur respect des droits de l'homme, une meilleure répartition des richesses ainsi que l'arrêt de la corruption au sein de l'État et de ses institutions....

Chronologie des événements de 2011 en Libye :

(Source : « *Guerre en Libye : la chronologie des événements* », Le Monde, octobre 2011)

Février 2011

Mardi 15 et mercredi 16 : A Benghazi, deuxième ville de Libye, située dans l'est du pays, l'arrestation d'un militant des droits de l'homme, Fethi Tarbel, provoque des émeutes. Malgré l'annonce de sa libération, les manifestants continuent de marcher sur la place Chajara, où ils restent une partie de la nuit. D'autres manifestations, qui éclatent dans la ville côtière d'El-Beida, font deux morts.

Jeudi 17 : L'opposition appelle à un "Jour de colère" contre le gouvernement de Mouammar Kadhafi. Celui-ci mobilise ses partisans à Tripoli et répond par la force aux insurgés. Des affrontements éclatent à Benghazi, où sept manifestants sont tués, tandis que des manifestations ont aussi lieu à El-Beida et Zintan. L'insurrection s'étend rapidement à plusieurs villes importantes.

Mercredi 23 au vendredi 25 : La zone allant de la frontière égyptienne jusqu'à Ajdabiya, comprenant les villes de Tobrouk et Benghazi, passe aux mains des insurgés. Kadhafi accuse Al-Qaïda d'être derrière les insurgés. Le secrétaire général de l'ONU évoque un millier de morts.

Samedi 26 : Le Conseil de sécurité des Nations Unies impose un embargo sur la vente d'armes et de matériels connexes à la Libye et une interdiction de voyager sur le sol des Etats membres pour des dignitaires du régime, dont Mouammar Kadhafi.

Lundi 28 : L'Union européenne établit également un embargo sur les ventes d'armes et une interdiction de se rendre sur le territoire de l'UE pour Kadhafi et le gouvernement libyen, ainsi qu'un gel de leurs avoirs.

Mars 2011

Samedi 5 : Le Conseil national de transition mis en place le 27 février par les représentants de l'insurrection se déclare "*le seul représentant de la Libye*", à l'issue de sa première réunion à Benghazi.

Jeudi 10 : La France reconnaît selon ces termes le Conseil national de transition (CNT) libyen.

Jeudi 17 : Le Conseil de sécurité des Nations Unies se prononce pour l'instauration d'une zone d'exclusion dans le ciel libyen. Le conseil autorise également "*toutes les mesures nécessaires*" – ce qui signifie, en langage diplomatique, des actions militaires – pour assurer la protection des populations civiles face à l'armée de Kadhafi.

Samedi 19 : Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni lancent des raids aériens pour stopper la répression de la révolte. Ces frappes stoppent les forces pro-Kadhafi qui étaient aux portes de Benghazi.

Avril 2011

Dimanche 10 et lundi 11 : Mouammar Kadhafi accepte un plan de sortie de crise présenté par les médiateurs de l'Union africaine (UA), menés par le Sud-Africain Jacob Zuma. La délégation de l'UA invite l'OTAN à mettre fin à ses bombardements. Les insurgés libyens rejettent ce plan de paix, et maintiennent leur revendication première de voir Mouammar Kadhafi quitter le pouvoir.

Mercredi 20 : Après Londres, Paris et Rome envoient des conseillers militaires auprès du CNT. L'Egypte et les Etats-Unis suivront.

Samedi 30 : Saïf Al-Arab Mouammar Kadhafi, 29 ans, le plus jeune des six fils du colonel Kadhafi, est tué dans un raid aérien, ainsi que trois petits-enfants du dirigeant libyen.

Mai 2011

Mercredi 11 : La rébellion prend l'aéroport de Misrata et desserre l'étau autour de la ville.

Juin 2011

Mercredi 1^{er} : L'OTAN prolonge sa mission jusqu'à fin septembre et conduit ses raids les plus durs sur Tripoli, le mardi 7 juin.

Jeudi 9 : Le Groupe de contact sur la Libye, réuni à Abu Dhabi, décide d'apporter un appui politique et financier à la rébellion libyenne en établissant le mécanisme lui permettant de recevoir des fonds. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton affirme que les jours du régime de Kadhafi sont "*comptés*" et qu'il faut préparer "*la Libye de l'après-Kadhafi*".

Lundi 27 : La Cour pénale internationale (CPI) annonce la délivrance d'un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité contre Mouammar Kadhafi, son fils Saïf Al-Islam et le chef des services de renseignements libyens, Abdallah Al-Senoussi.

Juillet 2011

Jeudi 14 : Dans un discours diffusé à la télévision, le leader libyen Mouammar Kadhafi continue de défier la communauté internationale. Il appelle ses partisans à marcher sur Benghazi pour la "*libérer*" des rebelles et réaffirme qu'il ne quittera jamais son pays.

Vendredi 15 : Le groupe de contact, réuni à Istanbul, en Turquie, reconnaît le CNT comme "*l'autorité gouvernementale légitime*" de la Libye, ouvrant la voie au dégel des avoirs appartenant à l'Etat libyen.

Jeudi 28 : Le rebelle Abdel Fatah Younès, ancien ministre de l'intérieur de Mouammar Kadhafi devenu, le 22 février, le chef des opérations militaires du CNT, est abattu dans des circonstances obscures. Sa mort porte un coup sévère à la rébellion, alors qu'elle lance une nouvelle offensive dans l'ouest du pays.

Août 2011

Mardi 9 : Le gouvernement de Kadhafi accuse l'OTAN d'avoir tué quatre-vingt cinq personnes, dont de nombreux civils, dans un raid mené lundi soir dans le village de Madjar, près de Zliten, à 150 kilomètres à l'est de Tripoli.

Mardi 16 : En Tunisie, la confusion règne autour d'éventuels pourparlers entre des représentants des rebelles (qui démentent) et du régime libyens.

Mardi 23 : Les rebelles prennent le QG de Kadhafi à Tripoli après plusieurs heures de combats acharnés et affirment que la bataille est terminée. Le CNT diffuse un premier bilan des combats : plus de 400 morts et 2 000 blessés en trois jours à Tripoli, près de 600 pro-Kadhafi capturés.

Lundi 29 : La femme de Kadhafi, sa fille Aïcha et deux de ses fils entrent en Algérie. Aïcha Kadhafi accouche dans une clinique près de la frontière quelques heures plus tard.

Septembre 2011

Dimanche 11 : Le Niger annonce l'arrivée sur son territoire de Saadi Kadhafi.

Mardi 13 : Premier discours à Tripoli du président du CNT, Moustafa Abdeljalil, devant quelque 10 000 personnes. Le 15, Nicolas Sarkozy et le premier ministre britannique David Cameron se font acclamer à Benghazi.

Mercredi 21 : Le gouvernement intérimaire formé par les rebelles annonce la prise de Sabha, l'un des trois derniers bastions des forces fidèles à Kadhafi. Syrte, ville natale du colonel, et Bani Walid continuent de résister.

Octobre 2011

Lundi 17 : Les forces du CNT célèbrent la prise de Bani Walid, avant-dernier bastion kadhafiste. Une chaîne de télévision syrienne confirme la mort de Khamis Kadhafi dans des combats au sud-est de Tripoli, le 29 août.

Jeudi 20 : Les combattants du CNT mettent fin à la résistance à Syrte après deux mois de siège. Mouammar Kadhafi meurt des suites de ses blessures après des frappes aériennes de l'OTAN sur son convoi qui tentait de fuir Syrte.



Cet article permet ainsi de comprendre la situation de la Libye post-Kadhafi et de voir dans quelles conditions la Libye évolue actuellement. On constate en effet que, depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye ne parvient pas à se stabiliser et à mettre fin à l'insécurité. Maïté Rico retrace ainsi la situation des différentes grandes villes de Libye que sont : Tripoli, Ghadamès, Benghazi et Misrata. Elle illustre tout au long de l'article le fait que bien que les libyens soient désormais libres, ils ne sentent pas en sécurité, et que la situation pour certains ne s'est pas améliorée. Certains en arrivent même à regretter la Libye de Kadhafi...

La Libye, le chaos après la guerre

Source : El Pais Internacional, le 12 octobre 2013
MAITE RICO

Deux ans après la mort de Kadhafi, il est difficile de dire avec certitude qui dirige le pays. Sans police et sans armée, le pays pétrolier tente de s'organiser entre la violence et la menace djihadiste.

El Pais s'est intéressé à 4 points névralgiques, là où la population se débat entre peur, fatigue et espoir.



Un touareg ante el tercer pozo de petróleo más grande de Libia, en febrero. / ÁLVARO CÁNOVAS (CONTACTO)

Un touareg devant le troisième plus grand puits de pétrole de Libye, en février

Tripoli, la capitale agitée

« La Libye n'est pas un état, il n'y a pas de président, ni de gouvernement. La Libye, ce sont des miliciens qui prennent des décisions pour leur compte. Même le premier ministre peut difficilement se protéger lui-même ! » Ces paroles du journaliste Sami Zaptia résonnaient encore jeudi dans la rédaction du journal Libya Herald, lorsque ce même premier ministre, Ali Zeidan, fut enlevé dans sa chambre de l'hôtel de luxe Corinthia à Tripoli, par un commando armé. Quelques heures plus tard, un autre commando l'a libéré. On ne sait si les miliciens voulaient le forcer à démissionner dans le cadre de vendettas politiques à l'intérieur du gouvernement ou s'ils voulaient l'échanger contre Abou Anas Al-Libi, membre d'Al-Qaïda, capturé, il y a une semaine, dans la capitale libyenne, lors d'une opération dirigée par les Etats-Unis. On ne le sait pas et on ne le saura peut-être jamais.

Comme on ne saura jamais qui est derrière les attentats, les assassinats et autres événements effrayants ou extraordinaires qui secouent cette puissance pétrolière depuis le renversement, en 2011, de Mouammar Kadhafi. Bienvenue dans la nouvelle Libye. Un chaos certes. Mais un chaos organisé. Peut-être que fonctionner sans gouvernement est un autre héritage de l'ex métropole italienne, comme la pizza et le bon café.

L'agitation règne à Tripoli. La capitale a retrouvé le rythme perdu pendant les 8 mois de guerre, entre février et octobre 2011, qui mirent fin à 42 ans de dictature. Des cafés avec des noms comme Versailles, Véranda, Rome ou Morganti apparaissent soudainement. La maison BMW inaugure une concession luxueuse. Pronovias ouvre à Gargaresh, le quartier chic. Dans la rue principale du centre-ville, Omar Mojtari, les anciens magasins de vêtements présentent des mannequins habillés avec des jeans qui laissent entrevoir la moitié des fesses. Le Souk est à nouveau le lieu d'échanges de brillants tissus venant d'Inde, de bijoux en or et de devises du marché noir.

La ville est un embouteillage permanent. Où vont-ils tous à 11h du matin ? C'est un autre des mystères libyens. « Les gens, ici, ne travaillent pas » affirme Ahmed, un pharmacien. Le taux de chômage a atteint 33% mais le travail est effectué par les immigrants : tunisiens et marocains dans le secteur de l'hôtellerie et des services, égyptiens dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, subsahariens et bangladais dans la construction. La moitié des adultes libyens sont fonctionnaires. Le reste dédie son temps au commerce ou aux entreprises familiales. Le fait est qu'il y a de l'argent et que cet argent circule beaucoup. Personne ne fait confiance aux banques, il n'y a pas de carte de crédit et tout se paie en liquide.

La nouvelle Libye se sont aussi les collégiennes qui gambadent, les croissants avec du miel, les radios de rock et de RAP qui ont fait leur apparition.

C'est aussi cela la nouvelle Libye. Des jeunes filles qui, à midi, sortent en courant de l'école avec leurs uniformes bleus ou noirs, couvertes d'un hijab blanc. Des gays qui se réunissent le soir sous les ponts des autoroutes, à proximité de la place des Martyrs. Des croissants beurrés, enduits de miel et panés aux fruits secs. Des stations de radio de rock et de RAP qui ont fait leur apparition ces derniers mois. Ou les nouvelles publications qui remplissent les kiosques.

« Il y a un appétit insatiable pour le savoir et l'apprentissage des langues, choses que Kadhafi avait interdites de son temps » commente Sami Zaptia, codirecteur du Libya Herald, honorable journal numérique en langue anglaise, réalisé par 10 jeunes qui apprennent ainsi le métier sur le terrain et qui compte déjà 1 million de visites. « La Libye n'est pas l'Irak, ni l'Afghanistan,

ni la Syrie. Il y a de nombreux défis et problèmes car ce fut un processus très traumatisant. La démocratie est une culture et la majorité des Libyens n'ont connu autre chose que Kadhafi. La dictature est horrible mais offre ordre et stabilité. Maintenant, nous sommes désorientés et avons le droit de l'être ».



Militares ante el tribunal que juzga al jefe de la inteligencia de Gadafi / MAHMUD TURKIA (AFP)

Des militaires devant le tribunal qui juge le chef des Services Secrets de Kadhafi

Du dictateur, il ne reste plus que les caricatures qui recouvrent les murs de la ville et les décombres de son gigantesque quartier général à Bab al Azizia, bombardé par l'OTAN. Un héritage de destructions qui prendra beaucoup de temps à être surmonté.

Les autorités contribuent largement à la confusion citée par Zaptia. Le Congrès Général National, élu en juillet l'année dernière, n'en finit pas de former la commission chargée de rédiger la nouvelle constitution. Les blocages entre les Frères Musulmans et les libéraux sont constants. « Et bien, hier, ils se sont entendus pour interdire la pornographie sur internet, qui, comme tout le monde le sait, est le problème numéro 1 de la Libye », ironise Ali, professeur d'anglais. « Nous sommes dans un vide dangereux. En politique, si tu n'avances pas, tu recules ». A l'entrée du Congrès arrivent chaque jour des centaines de personnes qui ne savent pas à qui s'adresser pour résoudre leurs problèmes. Comme Muna, qui interpelle, en larmes, toute personne entrant ou sortant, représentant l'autorité, pour qu'il l'aide à retrouver son fils, kidnappé il y a 3 jours. « Nous avons fait la révolution car nous voulions un pays moderne. Mais ceux qui sont en place actuellement font la même chose que Kadhafi. Ce sont des

voleurs », commente un homme. « Le budget du gouvernement libyen est plus élevé que celui de l’Egypte. Eux, ils sont 85 millions et nous 6 millions. Qu’en font-ils ? » .

Le Congrès général, élu en juillet 2012, n’a pas encore formé la commission chargée de la rédaction de la nouvelle constitution.

Le gouvernement provisoire d’Ali Zeidan, un libéral bien intentionné mais qui ne dispose d’aucune marge de manœuvre, est dépassé par l’ampleur des défis. Tout est à refaire. Et quand on dit tout, c’est vraiment tout. Kadhafi a laissé un pays sans institution et rongé par la corruption. Contrairement à tout ce que prétendait la propagande, la Libye a d’importantes lacunes dans les domaines de l’éducation, de la santé, du logement, ainsi que dans les infrastructures et dans les télécommunications... Le problème le plus grave cependant, est que la sécurité est entre les mains de centaines de miliciens, formés par des civils pour combattre les troupes de Kadhafi, et aujourd’hui armés jusqu’aux dents. Le gouvernement déclare vouloir les inclure dans les nouvelles forces de sécurité. Pour cela, il a été créé 2 corps intermédiaires : celui que l’on nomme le « Bouclier libyen » qui regroupe les milices amenés à incorporer l’armée, et celui que l’on nomme « Comité Suprême de Sécurité », dont les membres finissent par intégrer la police. Mais beaucoup de brigades, appelées Katibas, continuent à fonctionner indépendamment. Ils n’ont aucune confiance dans les autorités. De la même façon que les autorités n’arrivent pas à leur faire confiance. C’est la kalachnikov qui, actuellement, détient le pouvoir.

Et de ce qu’est ce pouvoir, on peut en déduire la situation de Saïf al-Islam, fils et héritier de Kadhafi, enlevé à Zintan par une milice qui refuse de le remettre au gouvernement. Ce sont aussi les Katibas qui contrôlent les prisons, où, selon les organisations humanitaires, la torture sévit. « La police ne fonctionne pas. C’est nous qui combattons le crime, les vols de voitures, le trafic de drogue, la vente d’alcool...et qui arrêtons les Kadhafistes », explique Mourad Hamza, qui, à l’âge de 30 ans, commande la Katiba Suq al Yumaa, l’une des plus puissantes milices de Tripoli. Environ la moitié de ses 500 hommes aurait réintégrée la vie civile. Le reste espère intégrer l’unité de renseignement de la police. « Nous nous entendons bien avec les autres Katibas. Ce sont les islamistes qui ont le plus lutté contre Kadhafi, mais on ne tolérera jamais qu’ils s’imposent. S’ils veulent se rendre en Syrie pour combattre, qu’Allah les accompagne. » Hamza a fait des études d’économie mais il semble se plaire en uniforme noir avec un pistolet à la ceinture. Il ouvre un énorme coffre-fort pour montrer quelques-uns

des objets saisis : drogues de synthèse, documents, armes blanches. Il fouille et fouille à nouveau et crie à son subalterne : « Qui a pris la bouteille de whisky ? »

Ghadamès, l'oasis oubliée

A 600 kilomètres au sud-est du bruit, de la conduite folle et de l'agressivité de Tripoli, Ghadamès se languit au milieu du silence. Cette oasis berbère, proche des frontières tunisiennes et algérienne, fut un des centres les plus importants de la route des caravanes qui traversaient le Sahara depuis l'époque romaine.



Una calle del laberíntico centro de la ciudad de Gadamés. /
MAITE RICO

Une rue dans le labyrinthe que constitue le centre ville de Ghadamès

Aucun touriste ne se promène dans la magnifique vieille ville, un labyrinthe de petites rues¹, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco. La poussière recouvre les étagères des quelques boutiques d'artisanat du cuir qui sont encore ouvertes. Plusieurs restaurants et deux des trois hôtels ont fermés. La révolution a frappé cette ville dont Kadhafi prenait soin. Pas en vain, puisque le dictateur y a construit, en 1973, une ville nouvelle pour reloger les 10 000 habitants qui vivaient certainement dans des conditions insalubres. Durant la guerre, l'oasis a été assiégée par les forces rebelles et a fini par tomber, après Tripoli.

¹ : « Adobe » = pisé en Français, le pisé étant un système constructif en terre crue, comme la bauge ou le torchis. On le met en œuvre dans des coffrages, traditionnellement appelés banches. La terre est idéalement graveleuse et argileuse, mais on trouve souvent des constructions en pisé réalisées avec des terres fines.

Mais personne ne parle de politique. « Kadhafi nous a rendu service, mais nous n'aimions pas son idéologie », se limite à commenter Tahir, professeur et guide touristique, inactif depuis deux ans. Ceux qui travaillent encore sont les subsahariens, pour la reconstruction de la vieille ville, dans laquelle ils vivent presque en reclus. Ils viennent du Mali, du Tchad ou du Niger, et Ghadamès est pour eux une étape dans leur chemin vers l'Europe. Ils passent à pied à travers le désert, à travers des frontières invisibles, contrôlées par des trafiquants d'armes, d'immigrés et de drogue. C'est justement depuis la Libye qu'est arrivé le commando d'Al-Qaïda qui a fait irruption sur le sol algérien où se trouve l'usine de gaz d'In Amenas, en janvier dernier.

Accoudé à la clôture du vieux cimetière, Mohammed rêve à un futur prospère pour sa natale Ghadamès, où il revient pour les vacances. Il en est parti pour faire des études d'ingénieur en aéronautique au Canada et, comme la majeure partie des étudiants boursiers, il ne voulut pas rentrer sous le régime de fous de Kadhafi. « Ghadamès présente des conditions exceptionnelles pour la navigation aérienne. Pour cela et de plus grâce à sa position géographique, nous pourrions nous transformer en un centre névralgique pour les communications avec l'Afrique ». C'est une idée presque poétique : récupérer au XXIème siècle, le rôle qu'elle avait dans le commerce africain depuis des temps immémoriaux.

Benghazi, otage du découragement



Resultado de la explosión en el Ministerio de Exteriores en Bengasi. / ABDULLAH DOMA (AFP)

Résultat de l'explosion du Ministère des Affaires Extérieures à Benghazi

« Bienvenue dans le berceau de la révolution ». Une affiche, à l'aéroport de la capitale de la région orientale de la Cyrénaïque, rappelle le rôle qu'a joué la seconde ville de Libye dans la révolution. Mais les Benghaziis tempèrent cette annonce d'accueil. « Rien ne va » dit l'homme d'affaires Fahmi Igwian, tandis que sa vieille Mercedes sillonne des rues et des quartiers débordants d'ordures.

Ce matin-là de début octobre, un colonel de l'aviation a été tué par balle dans une embuscade alors qu'il amenait son fils au collège. Le garçon, âgé de huit ans, est également décédé dans l'accident de voiture. Ils sont déjà plus de 60 officiers à avoir été assassinés ces dernières semaines par balle ou avec des bombes-ventouses. « Beaucoup n'avaient rien avoir avec la répression. L'un des derniers était artificier. », poursuit Fahmi. « Moi, à huit heures du soir, je m'enferme à la maison. Je limite mes sorties et gère beaucoup de choses par téléphone. J'ai peur. »

Et qui a tué ces militaires ? Une autre chose à rajouter à la liste des grands mystères de la Libye. Et qui a posé la bombe dans le bâtiment du tribunal en septembre ? Et celle qui a détruit, ce même mois, les dépendances que le Ministère des Affaires Etrangères avait à Benghazi ? Et qui a tué l'ambassadeur américain, Chris Stevens, en septembre de l'an passé ? Officiellement, il n'y a pas de réponse. En privé et toujours sous le couvert de l'anonymat, des experts, et surtout des chefs de la milice – dont certaines milices salafistes qui se démarquent de la violence – désignent les cellules djihadistes qui se sont établies dans la Montagne Verte, à côté de Derna, à l'est de Benghazi. Des algériens et des tunisiens se sont unis aux extrémistes locaux. « La chose la plus importante que nous ayons à faire est de nous protéger d'eux. Mais l'Etat ne fait rien et cela augmente le sentiment d'abandon que ressent Benghazi. »

« Ils sont déjà plus de 60 officiers à avoir été assassinés ces dernières semaines. J'ai peur », avoue un homme d'affaires Benghazi.

Pour Yalal al Arasi, l'inaction du gouvernement a une autre explication. « Ils ne les appréhendent pas car qu'il y ait de l'instabilité dans notre région les intéresse ». Yalal a combattu dans une milice à Benghazi et maintenant, il soutient le mouvement fédéraliste qui s'est développé dans l'est. L'ancienne rivalité qui a toujours existé avec Tripoli, encouragée par Kadhafi, s'est ranimée après le triomphe de la révolution. « Nous ne voulons pas l'indépendance, mais un système fédéral comme en Allemagne ou aux Etats-Unis. Ils n'ont donné que 60 sièges à notre région dans le nouveau Congrès contre 100 à la Tripolitaine.

Tripoli a tout : les ministères, les ambassades, les entreprises. Ils répartissent l'argent comme ils veulent alors que c'est d'ici, de la Cyrénaïque, que part 75% du pétrole brut exporté. »

Ces derniers mois, les fédéralistes ont bloqué l'accès du pétrole aux ports et aux raffineries. Ces secteurs mais également d'autres en provoquant des dommages divers. La production de brut, qui en 2012 avait récupéré le même rythme d'1,6 millions de barils par jour qu'avant la guerre, a chuté de 90%. Maintenant, les autorités disent qu'ils ont augmenté cette production à 700 000 barils par jour. L'impact économique pour un Etat qui ne collecte pas d'impôts et pour lequel le pétrole représente la moitié de son PIB et presque 100% de ses exportations, est énorme.

A part le pétrole, la Libye ne produit rien. Elle importe 80% des aliments qu'elle consomme et 60% de l'essence, qui se vend à des prix subventionnés et qui coûte moins cher que l'eau : 9 centimes d'euros au litre. A cause de cela, les Libyens ne descendent pas de leur voiture. Le FMI a recommandé à la Libye de diversifier son économie, de développer ses capacités de raffinage, son secteur pétrochimique et son tissu industriel. Mais la bureaucratie, l'absence d'un système bancaire efficace et quelques lois en cours, comme celle qui impose la banque islamique (qui interdit, par exemple, les intérêts) ou celle qui limite les investissements étrangers, sèment la confusion.

« Je prédis une deuxième révolution. Nous en avons assez de ce système sans contrôle », commente un journaliste.

« Je prédis une deuxième révolution. Les gens en ont marre : les jeunes, les pauvres... Nous sommes tous fatigués de ce système sans contrôle ». Zuair al Barassi, un journaliste actif et présentateur de télévision, ne cache pas sa déception et déplore la poussée islamiste. « Hier, ils ont attaqué l'Université de Damah. Dans le sud et dans l'est, ils ont des bases et du pouvoir. Ici nous n'en voulons pas ». Tout cela est vrai. En septembre, après l'assassinat de l'ambassadeur Stevens, les habitants de Benghazi se sont rendus à la cellule appelée Ansar Al Sharia et ont brûlé leur siège. Mais ils sont revenus, profitant de la vacance du pouvoir.

« Pour le moment, nous ne pouvons compter que sur les forces spéciales du Ministère de la Défense ». Zuair fume son énième cigarillo tandis qu'il nous relate la dernière menace de mort qu'il a reçu. « Je suis désolé de le dire, mais je ne supporte plus cette ville. Je veux partir. Je veux que mon fils ait une vie normale ».

Misrata, la ville-état

Ne grondent désormais plus les missiles Grad avec lesquels les Kadhafistes ont bombardés Misrata pendant quatre mois. Maintenant, les explosions sourdes, qui résonnent toutes les nuits, sont les pétards et les feux d'artifice qui accompagnent les noces. Il y en a eu 400 en un mois. Si à Tripoli et à Benghazi, il y a des flambées d'impatience et de désespoir, à Misrata le bonheur règne. « Enfin nous vivons en paix », s'exclame Yumaa, commerçante, comme tout le monde dans cette population laborieuse et rebelle. Celle qu'on appelait la ville martyre, qui a résisté héroïquement à un siège brutal, qui a perdu un millier de ses jeunes et qui fut partiellement détruite, s'est transformé en une ville-état, vibrante et fière.

Les cicatrices sont visibles. La fantasmagorique Tour des Assurances, tanière des snippers, préside, criblée de balles, Midan al Nasr. Ce fut, un jour, un très beau quartier historique italien, détruit par Kadhafi. A la place, il a construit une grande et horrible place et y a installé une énorme horloge que personne n'a pris soin de mettre à l'heure.



Un hombre frente a un edificio destruido de Misrata. /
CRISTÓBAL MANUEL

Un homme devant un édifice détruit de Misrata

De nombreux édifices de la rue Tripoli sont encore calcinés. Mais dans les rez-de-chaussée, se sont ouverts de rutilants magasins de meuble, d'articles de sport ou d'habillement. Si les Libyens sont des commerçants nés, les habitants de Misrata sont supérieurs à leurs compatriotes pour leur esprit entrepreneur. L'aéroport détruit durant la guerre, dispose désormais de vols internationaux vers la Turquie, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Le port est le plus important de la Libye, sans doute parce que c'est le seul qui outrepassa la loi kadhafiste, encore en vigueur, qui oblige à travailler uniquement 8h.

Des commerces rutilants ont ouverts au rez-de-chaussée de bâtiments encore calcinés de la rue Tripoli.

Misrata est le laboratoire parfait pour étudier les réseaux de commerce sud-sud. Yumaa importe des chaussures de Chine et des textiles de Turquie, qu'il vend ensuite plus cher aux commerçants du reste de l'Afrique. Misrata est également le lieu le plus sûr de Libye. 230 milices se répartissent la tâche de surveiller la ville. Sur la route de Tripoli, une arche, à l'endroit où se trouvait le front de Dawiniya, marque l'entrée de cette espèce de république indépendante, qui dispose de son propre système de douane. Par terre, par mer ou par voie aérienne, ils contrôlent les documents et passeports. Parfois avec un zèle excessif. « C'est un problème pour le commerce, qui a chuté de 60%. Beaucoup de mes clients du Soudan et d'autres endroits de l'Afrique, ne viennent plus par peur des contrôles. Maintenant, ils vont à Dubaï », explique Yumaa. « Mais je trouve que c'est bien. La sécurité passe avant tout ».

« On ne sait pas organiser, c'est tout », commente Mohammed Salabi, obligé de marcher avec une canne à cause d'une balle logée dans son épaule. « A Benghazi, ils ne savent que pleurer, beaucoup de blabla, mais ils ne font rien ». « Le problème », rajoute-t-il, « c'est que Kadhafi était notre agent unificateur. Actuellement, il n'y a pas de Kadhafi et nous sommes à la recherche de quelque chose contre lequel nous pourrions nous opposer. Jeunes et anciens, nous avons différentes aspirations. Il en est de même entre les laïques et les islamistes. Ainsi qu'entre les Libyens revenus d'exil, occidentalisés et mieux formés et ceux qui sont restés... Nous devons chercher notre propre identité. Cela nous prendra du temps ».